



**ASSEMBLEE GENERALE  
DU VENDREDI 13 DECEMBRE 2024 – 9 H 30**

**PROCES-VERBAL**

Le conseil syndical, convoqué le 2 décembre 2024, s'est réuni, en séance ordinaire le vendredi 13 décembre 2024 au siège du Syndicat sous la présidence de Monsieur Florion GUILLAUD.

**MEMBRES PRESENTS :**

M. MERVEILLAUT - M. BARBE - M. RODRIGUEZ - M. DURANT - M. FRADET - M. BIGOT - M. GASTEUIL - M. BARDEAU (Yohan) - M. DUBOSCQ - M. CHOLLET-GABARD - M<sup>me</sup> DEVAL - M. DUFOURGT - M. GUIJARRO - M. QUEYROI - M. DUBOUREAU - M. de COURNUAUD - M<sup>me</sup> FOURCADET - M<sup>me</sup> MAUBERT-SBILE - M. COUQUIAUD *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. PRAT - M. FERRÉ - M. MICHEL - M. MEYER - M. MIGNER - M. TABUSTEAU - M. POTIER - M. MARTOS - M. MARTIAL - M<sup>me</sup> BOURSEAU - M. LOURTEAU *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M<sup>me</sup> PORTE (CEZAC) - M. DESPERIEZ (CUBNEZAIS) - M<sup>me</sup> BATARD (CUBNEZAIS) - M. GAUDRY (MARCENAI) - M<sup>me</sup> MISIAK (MARSAS) - M<sup>me</sup> LEVRANGI (MARSAS) *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

M. MAUGEIN, Président honoraire

**MEMBRES ABSENTS EXCUSES :**

*Ayant donné procuration :*

M. DEPRET - M. GARBUIO - M. MALARET - M. VALEIX *représentant la communauté de communes du FRONSADAIS*

M. FAVRE - M. SUBERVILLE - M<sup>me</sup> DELAGARDE *représentant la communauté de communes du GRAND CUBZAGUAIS*

*N'ayant pas donné procuration :*

M. DESAGNAT - M. CHIAROTTO - M. GRIMA - M. MAIRE - M. VIELFAURE - M. GARANTO - M. DUCARRE - M<sup>me</sup> ROY - M. DAILL - M. DUVERGER - M. MEYNADIER - M. EYRAUD - M. BARDEAU (Dorian) *représentant la communauté de communes du Fronsadais*

M. CHERIGNY - M. BERARD - M<sup>me</sup> LOUBAT *représentant la communauté de communes du Grand Cubzaguais*

M. CHAULET (CAVIGNAC) - M. DIDIER (CAVIGNAC) - M<sup>me</sup> LAVANDIER (CEZAC) - M. TRIBOY (MARCENAI) - *représentant la commune et la communauté de communes Latitude Nord Gironde*

---

Le quorum est atteint, le président ouvre la séance à 9 h 45.

Monsieur Jean-Pascal GASTEUIL délégué représentant la *communauté de communes du Fronsadais* est désigné comme secrétaire de séance.

Le procès-verbal du conseil syndical du 4 octobre 2024 n'appelant aucune observation de la part des délégués est approuvé par l'assemblée.

#### **ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE :**

##### **1. DOCUMENTS BUDGETAIRES ET FINANCIERS**

- ✚ Orientations budgétaires – Exercice 2025
- ✚ Réforme des redevances des agences de l'eau
- ✚ Prix de l'eau – Augmentation des parts syndicales "eau" et "assainissement"
- ✚ Tarification incitative

##### **2. MARCHES PUBLICS**

- ✚ Mission de coordination pour la sécurité et la protection de la santé
- ✚ Contrôles de compactage, inspections télévisuelles, essais d'étanchéité

##### **3. ADMINISTRATION GENERALE**

- ✚ Protection sociale complémentaire – Risques "Santé" et "Prévoyance"
- ✚ Renouvellement du contrat d'assurance du personnel – Année 2025

En introduction, avant d'aborder l'ordre du jour, le président propose d'apporter une réponse à la question posée, lors de l'assemblée du 4 octobre, sur la différence du régime de facturation entre une bâche incendie et un poteau incendie.

#### **Questions/Echanges :**

Le Président précise que lors d'une réunion en visioconférence portant sur les nouveautés liées à la réforme des redevances des agences, la FNCCR (Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies) a indiqué que les redevances liées à la défense incendie seraient dues.

Marcel DURANT rappelle que la défense incendie est de la responsabilité du maire.

Jean-Luc DESPERIEZ estime qu'en l'absence de consommation au niveau des bâches incendie, l'abonnement du compteur ne doit pas être dû, ce qui est le cas aujourd'hui.

Le sujet sur la différence du régime de facturation entre la bâche et le poteau incendie amène de nombreuses interrogations. Ce point, non inscrit à l'ordre du jour de la séance, fera l'objet d'un rapport ou d'une délibération lors d'une prochaine assemblée.

## 1. DOCUMENTS BUDGETAIRES ET FINANCIERS

<b>ORIENTATIONS BUDGETAIRES EXERCICE 2025</b>	<b>Délibération n° 2024/48 et rapport associé</b>	<b>Adoptée à l'unanimité Présents : 37 Votants : 44 Pour : 44</b>
---	---	---

Vu la Loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République ;

Vu l'Article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que :

*"... Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.*

*Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail" ;*

Vu l'Article L 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales disposant que l'Article susmentionné s'applique aux établissements de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus et comptent une commune de plus de 10000 habitants (alinéa 2) ;

Vu le rapport portant sur les orientations budgétaires de l'exercice 2025 ;

### **Le Conseil Syndical :**

➤ prend acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires de l'exercice 2025.

### **Questions/Echanges :**

Patrice POTIER indique que la prospective budgétaire sur dix ans s'impose, vu les investissements projetés. Il s'interroge cependant sur la nécessité d'emprunter.

Le Président précise que l'autofinancement net n'est pas suffisant, qu'il convient donc de compléter par un emprunt et d'arbitrer avec une hausse des tarifs soutenable pour l'abonné. Il ajoute que les emprunts généreront une hausse des annuités les années suivantes.

Jean Pascal GASTUUIL demande si une réduction des investissements est envisageable pour limiter l'endettement de la collectivité.

Le Président indique que le programme tel que présenté est difficilement réductible.

<b>PRIX DE L'EAU</b> <b>INSTAURATION D'UNE CONTRE-VALEUR "EAU"</b> <b>ET "ASSAINISSEMENT" A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2025</b>	<b>Délibération n° 2024/49</b>	<b>Adoptée à l'unanimité</b> <b>Présents : 36</b> <b>Votants : 43</b> <b>Pour : 43</b>
--	--------------------------------	---

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2224-12-2 à L 2224-12-4 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L 213-10-6 et articles D 213-48-12-8 à -13, et D 213-48-35-2 dans leur version applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau, de collecte et de traitement des eaux usées, modifié dans sa version applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;

Vu la réforme des redevances des Agences de l'Eau instaurée par la loi de finances du 29/12/2023 et par décret n° 2024-787 du 9 juillet 2024, modifiant les redevances dites "domestiques" comme suit :

- Suppression des deux redevances "pollution domestique" et "modernisation des réseaux de collecte"
- Création de trois nouvelles redevances :
  - Consommation d'eau potable
  - Performance des réseaux d'eau potable
  - Performance des systèmes d'assainissement collectif

Considérant que les deux redevances de performance sont facturées par l'Agence de l'Eau à la collectivité ;

Considérant que le montant applicable est modulé en fonction de la performance des réseaux d'eau potable et des systèmes d'assainissement. Il est égal au tarif de base fixé par l'Agence de l'Eau et multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,2 pour la performance eau potable ou 0,3 pour la performance assainissement (objectif de performance maximale atteint) et 1 (pas d'abattement de la redevance) ;

Considérant que l'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE a fixé à 0,35 € HT/m<sup>3</sup> le tarif de base de chacune des redevances pour performance ;

Considérant que pour l'année 2025, le coefficient de modulation est fixé forfaitairement à 0,2 pour la redevance performance des réseaux d'eau potable et à 0,3 pour la redevance performance des systèmes d'assainissement collectif ;

Considérant que ces redevances seront répercutées sur la facture d'eau, sous la forme d'un supplément de prix au m<sup>3</sup> d'eau vendue/assainie (ou contre-valeurs) perçu auprès des abonnés ;

***Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :***

1. Décide, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 :
  - de fixer à **0,07 € HT/m<sup>3</sup>** (tarif de base x coefficient modulation) la contre-valeur correspondant à la "redevance pour performance des réseaux d'eau potable", devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendue ;
  - de fixer à **0,105 € HT/m<sup>3</sup>** la contre-valeur correspondant à la "redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif" devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement collectif, sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assaini.
2. Mandate le Président pour signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre des dispositions qui précèdent.

**Questions/Echanges :**

Jean Pascal GASTEUIL s'interroge sur l'obligation de résultat du délégataire, il trouve anormal que les redevances pour performance des réseaux d'eau potable et des systèmes d'assainissement collectif soient répercutées sur la facture des abonnés.

Le Président répond qu'il existe dans le contrat une clause de performance à atteindre de 84 %, sinon le délégataire s'expose à des pénalités.

Il indique ensuite qu'il souhaite que ces contre-valeurs apparaissent distinctement sur la facture, elles ne doivent pas être intégrées dans la part syndicale.

Il conclut en indiquant que les coefficients d'abattement qui seront applicables à partir de 2026 sont calculés par les services de l'Etat sur la base de données de fonctionnement et de performance des réseaux et du traitement renseignés sur le portail de l'observatoire des données sur les services publics d'eau et d'assainissement (SISPEA).

<b>PRIX DE L'EAU</b> <b>FIXATION DES PARTS SYNDICALES "EAU"</b> <b>ET "ASSAINISSEMENT" A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2025</b>	<b>Délibération n° 2024/50</b>	<b>Adoptée à l'unanimité</b> <b>Présents : 36</b> <b>Votants : 43</b> <b>Pour : 43</b>
---	--------------------------------	---

Vu le rapport d'orientations budgétaires de l'exercice 2025 ;

Considérant les investissements lourds nécessaires pour garantir le maintien du patrimoine en bon état, services publics de l'assainissement et de l'alimentation en eau potable ;

Afin de maintenir les équilibres financiers ;

Vu l'avis favorable des membres du bureau en séance du 25 novembre 2024 ;

Vu la délibération n° 2016/37 prise par le conseil syndical réuni le 23 septembre 2016 décidant de porter le montant de la part syndicale d'assainissement à 1,408 € HT le m<sup>3</sup> pour la part variable et à 20,40 € HT pour la part fixe, à compter du 1er novembre 2016 ;

Vu la délibération n° 2021/08 prise par le conseil syndical réuni le 5 février 2021 décidant d'adopter une politique de renouvellement des réseaux d'eau potable volontariste ;

Vu la délibération n° 2023/39 prise par le conseil syndical réuni le 15 décembre 2023 décidant, à compter du 1er janvier 2024, de porter le montant de la part syndicale d'eau potable à 0,47 € HT le m<sup>3</sup> pour la part variable et à 13,50 € par an et par abonné pour la part fixe ;

Le Président propose, à partir du 1er janvier 2025 :

- d'augmenter de 3 % le tarif assainissement de la part collectivité, la part variable s'élevant ainsi à 1,45 € HT/m<sup>3</sup> et la part fixe à 21,00 € HT par an et par abonné.
- d'augmenter le tarif de l'eau potable de 4 %, la part variable s'élevant ainsi à 0,49 € HT/m<sup>3</sup> et la part fixe à 14,04 € HT par an et par abonné,

Le Président précise que l'incidence sur la facture totale de l'eau assainie représente une hausse de + 0,74 %.

***Le Conseil Syndical, après en avoir délibéré :***

**1. Décide, à compter du 1er janvier 2025 :**

- de porter le montant de la part syndicale d'assainissement à 1,45 € HT le m<sup>3</sup> pour la part variable et à 21,00 € HT par an et par abonné pour la part fixe,
- de porter le montant de la part syndicale d'eau potable à 0,49 € HT le m<sup>3</sup> pour la part variable et à 14,04 € HT par an et par abonné pour la part fixe.

**2. Mandate le Président pour signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre des dispositions qui précèdent.**

**Questions/Echanges :**

<b>MISE EN PLACE DE LA TARIFICATION INCITATIVE</b>	<b>Délibération n° 2024/51</b>	<b>Adoptée à l'unanimité</b> <b>Présents : 36</b> <b>Votants : 43</b> <b>Pour : 43</b>
--	--------------------------------	---

Vu les Articles L 2224-12-1 à 5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'Arrêté du 2 octobre 2024 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées ;

Vu l'Arrêté n° SEN 2022/08/05-119 du 12 janvier 2023 portant révision de l'autorisation globale des prélèvements par Unité de Gestion du SAGE Nappes Profondes pour les ouvrages du SIAEPA DU CUBZADAIS FRONSADAIS prescrivant, article 3.3, la mise en œuvre d'une tarification incitative ;

Vu l'extrait du tome 2 du Plan d'Aménagement et de Gestion Durable du SAGE précisant à la disposition 32 du SAGE Nappes Profondes le caractère progressif de la tarification incitative ;

Vu la réflexion engagée en 2024 sur les différentes modalités de tarification de l'eau potable et de l'assainissement ;

Vu les typologies de tarification étudiées qui sont au nombre de trois :

- Tarification progressive selon le volume,
- Tarification différenciée selon des critères sociaux,
- Tarification basée sur un contrat définissant un volume maximal.

Vu qu'à l'issue des deux réunions du groupe de travail organisées en mai et septembre 2024, les travaux ont montré la complexité de mise en œuvre des tarifications sociales et au contrat, et le surcoût potentiellement important généré par leur gestion ;

Vu la proposition du groupe de travail de s'orienter vers une tarification incitative avec mise en place de trois tranches tarifaires progressives ;

Le président propose :

1. de valider le principe de la mise en application d'une tarification incitative, progressive, basée sur les volumes annuels consommés à compter du 1er janvier 2026, c'est-à-dire lorsque le système de télérelève des compteurs d'eau sera déployé.
2. d'adopter le principe de la mise en application d'une tarification incitative, progressive, composée de trois tranches dont les bornes indicatives et ajustables sont :
  - Tranche 1 : 0 à 200 m<sup>3</sup>/an,
  - Tranche 2 : 201 à 500 m<sup>3</sup>/an,
  - Tranche 3 : > 501 m<sup>3</sup>/an.
3. de rencontrer les représentants des communautés de communes et communes du territoire afin de communiquer sur cette décision.

Le Président précise que :

- les bornes prévisionnelles envisagées pourront être adaptées en fonction des prochaines étapes de l'étude et des échanges avec les communautés de communes et communes.
- les tarifs seront déterminés courant 2025 en prenant en compte les données de consommation les plus récentes pour sécuriser les recettes du Syndicat destinées à l'investissement. Lesdits tarifs devront être portés à la délibération avant la fin de l'année 2025 afin d'être applicables à compter du 1er janvier 2026.

***Le conseil syndical, après en avoir délibéré, décide :***

1. de valider le principe de la mise en application d'une tarification incitative, progressive, basée sur les volumes annuels consommés à compter du 1er janvier 2026, c'est-à-dire lorsque le système de télérelève des compteurs sera déployé.
2. d'adopter le principe de la mise en application d'une tarification incitative, progressive, composée de trois tranches dont les bornes indicatives et ajustables sont :
  - Tranche 1 : 0 à 200 m<sup>3</sup>/an,
  - Tranche 2 : 201 à 500 m<sup>3</sup>/an,
  - Tranche 3 : > 501 m<sup>3</sup>/an.
3. de communiquer sur la mise en œuvre de cette action.
4. de déterminer les tarifs, courant 2025, en tenant compte :
  - des prochaines étapes de l'étude,
  - des échanges avec les communautés de communes et communes,
  - des données de consommation les plus récentes pour sécuriser les recettes du Syndicat destinées à l'investissement.

**Questions/Echanges :**

En préalable à la mise aux voix de la délibération, Frédéric DUBOSCQ, rapporteur de la commission "Tarification Incitative" a rendu compte des échanges qui ont animé la réunion du 6 décembre.

Il a d'abord rappelé la volonté de baisser la consommation tout en maintenant la capacité d'investissement puis précisé que la mise en place de la télérelève et l'entretien des réseaux sont deux opérations qui répondent parfaitement à l'objectif d'économie d'eau. Il a ensuite indiqué que la commission doit de nouveau se réunir pour réfléchir d'une part, à la valeur des bornes à fixer en assainissement collectif, d'autre part, aux modalités d'intégration d'un volet social.

Le Président informe l'assemblée qu'il se déplacera dans les communautés de communes et les communes au cours du premier semestre 2025 pour communiquer sur la mise en place de la tarification incitative. Il ajoute que des réunions publiques seront organisées pour informer la population. La délibération portant sur la fixation de la structure tarifaire sera présentée en fin d'année 2025, elle sera rédigée en tenant compte des échanges avec les collectivités.



CONTRAT D'ASSURANCE DU PERSONNEL INCAPACITES DU TRAVAIL EXERCICE 2025	Délibération n° 2024/55	Adoptée à l'unanimité Présents : 36 Votants : 43 Pour : 43
---	-------------------------	---

Le Président rappelle aux membres du conseil syndical que le Syndicat a souscrit pour l'année 2024, un contrat d'assurance auprès de la CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE (C.N.P.) pour la couverture des risques - Incapacités du personnel.

La prime annuelle afférente à ce contrat inclut les frais de gestion, confiés au CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA GIRONDE sans surcoût pour la collectivité.

Le contrat étant conclu pour une durée d'une année, la CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE (C.N.P.) a transmis à la collectivité une proposition de renouvellement d'assurance pour l'année 2025.

***Après lecture du contrat, le conseil syndical, après en avoir délibéré, décide :***

1. de souscrire au contrat assurance du personnel proposé par CNP Assurances pour l'année 2025, conformément aux conditions particulières du contrat.
2. d'autoriser le Président à signer toutes les pièces relatives à ce contrat.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui sera affiché ce jour au siège de la collectivité.

Le Président informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Questions/Echanges :

Les différents points de l'ordre du jour étant épuisés, le Président lève la séance à 11 h 45 et invite les délégués à prendre note du planning des réunions projetées en 2025 les vendredis **7 Février, 20 juin, 26 Septembre et 12 Décembre à 9 h 30.** Il précise que l'assemblée du mois de février sera organisée à CADILLAC EN FRONSADAIS (Salle Mayès), elle sera suivie du repas annuel traditionnel (inscription obligatoire).

Florion GUILLAUD  
Président



SYNDICAT INTERCOMMUNAL  
D'ADDUCTION D'EAU POTABLE  
ET D'ASSAINISSEMENT DU  
CUBZADAIS FRONSADAIS

Jean-Pascal GASTEUIL  
Secrétaire de séance

